

Pauline Ballo

IMMIGRÉE

La peine imposée



Dédicace

Je dédie ce livre à mes filles, Carol et Audrey, qui sont restées fortes au cours des moments difficiles que nous avons traversés.

Chapitre I

Contexte sociopolitique

Je suis Pauline Ballo, née le 27 décembre 1969, dans un tout petit village communément appelé Nagadoua, dans la commune de Sinfra située au centre ouest de la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest. Je m'appelle aussi Houlida, nom biblique qui m'a été donné après mon baptême à l'Église évangélique il y a quelques années.

J'ai fait l'école primaire à la mission catholique de Sinfra, le collège à Katiola et le lycée à Korhogo au nord de la Côte d'Ivoire. En 1989, j'ai obtenu mon baccalauréat littéraire et je suis rentrée à l'université d'Abidjan, à la faculté des Lettres et Sciences Humaines. J'ai obtenu la licence en 1992 et, en 1994, le certificat de maîtrise option géographie urbaine.

J'ai été recrutée comme hôtesse de l'air à Air-Ivoire, compagnie aérienne nationale de Côte d'Ivoire à la fin de l'année 1994. En 2002, j'ai été promue chef de cabine, fonction que j'ai exercée jusqu'en avril 2007.

La Côte d'Ivoire est un pays d'une superficie de 322 462 km² situé en Afrique de l'Ouest. Houphouët-Boigny, le premier président, a gouverné dès les indépendances en 1960 jusqu'en décembre 1993, date de sa mort. Sous sa gouvernance, le pays a connu un essor économique sans précédent, on parlait même de « miracle ivoirien ». Premier producteur mondial de cacao, troisième de café, le pays s'est doté de grandes infrastructures économiques et le port d'Abidjan est devenu le plus grand et le mieux équipé d'Afrique de l'Ouest. Le président Houphouët-Boigny a soutenu cet essor par la formation de hauts cadres envoyés dans les meilleures universités et grandes écoles de France. Le développement de la Côte d'Ivoire a très vite fait d'elle un pays d'immigrés en provenance principalement des pays voisins tels le Burkina-Faso, le Mali, la Guinée Conakry, le Togo, le Bénin, le Niger. Au-delà du voisinage, l'essor économique a attiré le Nigeria qui représente une forte population d'immigrés.

Houphouët-Boigny était vénéré par le peuple qui le désignait à juste titre par des noms affectueux tels que « papa national », « père de la nation », « nanan Houphouët-Boigny » pour ne citer que ceux-là.

Au plan politique, malgré le fait que la constitution autorisait l'existence de plusieurs partis, il n'y en avait qu'un seul : le PDCI-RDA fondé par Houphouët-Boigny en 1946 à Bamako au Mali. Tout le monde était d'office membre du PDCI RDA, et

chaque famille avait l'obligation de s'acquitter de sa cotisation de membre. Aucune personne adulte, quelle que soit sa situation sociale, ne pouvait y échapper, car des policiers, gendarmes et gardes forestiers contrôlaient toute l'année les cartes de membres si bien que, pour la majorité de la population rurale, il était plus important de posséder la carte de membre que la carte nationale d'identité.

Le vieux Houphouët-Boigny prônait la paix ; il demandait au peuple d'œuvrer à préserver la paix sociale sans laquelle aucun développement n'est possible, d'où sa célèbre phrase : « La paix, ce n'est pas un vain mot, mais c'est un comportement. »

J'ai grandi dans cette atmosphère paisible sans remous sociaux majeurs, fière d'être ivoirienne, d'être née dans le pays le plus prospère de l'Afrique de l'Ouest. Mais en 1990, tout a changé. D'abord, étant étudiante, j'ai compris que le monde n'était pas aussi beau que je le croyais. Les amphithéâtres étaient surpeuplés, il n'y avait pas assez de matériels adaptés pour faire les travaux dirigés qui étaient pourtant des moments précieux où l'étudiant doit mettre en pratique les données théoriques et livresques des cours délivrés par les professeurs. Les salles étaient insuffisantes en nombre, nous avons donc des emplois du temps très variables avec des changements intempestifs de salle entre les cours. Quant à la bibliothèque de l'université, non seulement elle était pauvre en livres, mais trop exigüe pour les milliers

d'étudiants que nous étions. Il fallait être parmi les premiers pour avoir de la place et il fallait carrément se mettre sur la liste d'attente pour emprunter un livre parce que la plupart des livres sollicités étaient déjà entre les mains d'un demandeur. Si on ajoute à cela l'insuffisance de chambres en cités universitaires, la bataille pour en avoir une et la rareté des bourses d'études, c'était la désillusion pour moi qui croyais à une vie estudiantine tranquille. Les conditions de vie des étudiants s'étaient dégradées à tel point qu'une vague de mouvements de contestations et de revendications commençait à secouer l'université d'Abidjan.

Face à tous ces problèmes, un grand nombre d'étudiants s'était organisé en une fédération afin de mieux se mobiliser et de mener avec efficacité leurs actions auprès des autorités pour l'amélioration des conditions de vie sur les campus universitaires. C'est ainsi qu'est née la FEECI (Fédération des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire) qui, aussitôt créée, est devenue un vrai casse-tête pour le gouvernement. C'était vraiment nouveau en Côte d'Ivoire. La FEECI, autonome et très populaire, revendiquait avec beaucoup de détermination de meilleures conditions d'études pour les élèves et étudiants. L'université était paralysée par les grèves répétitives. Les policiers descendaient fréquemment sur le campus de Cocody où je résidais pour disperser les manifestations d'étudiants. J'ai plusieurs fois observé par la fenêtre de

ma chambre de cité universitaire des policiers en train de frapper à sang des étudiants avec des matraques et j'en étais choquée. Comme la plupart des filles, je restais enfermée dans ma chambre jusqu'à ce que les flics soient partis, emmenant dans leurs cargaisons des étudiants déjà blessés par les coups et je garde encore au fond de ma mémoire l'écho de leurs cris, de leurs gémissements. J'avais chaque jour très peur de me retrouver devant un policier déchaîné, prêt à casser de l'étudiant.

Un jour, nous étions en cours lorsque les flics ont débarqué par surprise en vue d'empêcher un rassemblement de la FESCI qui devait avoir lieu quelques heures plus tard. C'était la débandade totale. Je courrais du lieu où se trouvaient les amphithéâtres pour regagner ma chambre lorsque je me suis retrouvée face à face avec un flic qui avait dans sa main la fameuse matraque qui servait à battre à sang. Terrifiée, je tremblais de tous mes membres et rien qu'à penser à la douleur, à l'état dans lequel je serais, je me suis écroulée devant lui sans qu'il ne m'ait touchée. Il m'a regardée, l'air menaçant et m'a dit.

– Lève-toi, vite, va-t'en, cours.

Je me suis levée machinalement en tremblant et j'ai pris mes jambes à mon cou ; j'ai couru de toutes mes forces sans regarder derrière moi, j'ai dépassé mon bâtiment (B1 au Campus 2000), je suis descendue dans le bas-fond qui accède à la cité universitaire de Mermoz pour atteindre Cocody.

Essoufflée, je me suis arrêtée au coin de la rue pour reprendre mes esprits. Ah ! je l'avais échappé belle, ces flics faisaient une véritable chasse à l'homme. Ce n'était nullement une opération de maintien de l'ordre puisque nous étions poursuivis et battus systématiquement. J'ai eu une chance inouïe de m'en sortir sans un seul petit coup de matraque, mais j'ai eu très peur. Ma mère me disait toujours que j'étais une grosse peureuse et que cela n'était pas à mon avantage. Selon elle, celui qui a trop peur meurt vite parce que soit il est trop paniqué pour agir promptement, soit il est paralysé et incapable de réagir. Ma mère avait raison, j'étais totalement inerte, écrasée devant le flic. C'est précieux de suivre les conseils des parents et de les mettre en pratique, mais devant la frayeur, j'ai oublié les bonnes recommandations de ma mère. Je revenais de loin, le policier ne m'avait pas frappée. Est-ce parce que ma peur lui a fait peur ou parce que ma peur l'a déconcerté ? Certains disaient qu'on ne frappait pas les filles, sauf dans des cas particuliers non définis. Peu importe la raison pour laquelle j'ai été épargnée, le plus important c'est que je sois sortie indemne de ce danger. Je suis rentrée à la maison et j'y suis restée deux jours avant de repartir sur le campus.

Mais une fois retournée en cité universitaire, les choses n'allaient pas mieux ; les nouvelles de nos camarades arrêtés et envoyés dans les camps militaires ou à la DST (Direction de la sécurité

territoriale) n'étaient guère bonnes. On a appris qu'ils étaient maltraités, qu'on les dressait comme des chiens, qu'on ne leur servait qu'une louche de riz comme repas par jour, etc.

La position de la FESCI s'était durcie avec l'élection de son premier secrétaire général, le très populaire et charismatique Martial Ahipeau que j'ai eu la primeur de rencontrer et de connaître avant son élection parce qu'il était ami avec ma voisine de chambre – en première et deuxième années d'études, on est en chambre double, on passe en chambre individuelle à partir de l'année de licence. Les revendications portaient entre autres sur la réduction du prix des chambres d'étudiants, le mode d'attribution des bourses et des chambres, la construction de nouveaux amphithéâtres, l'équipement matériel de l'université. À cela, il fallait ajouter la libération immédiate et sans condition des étudiants arrêtés, condition *sine qua non* de la reprise des cours. Malgré l'appel du gouvernement et la volonté d'une partie des étudiants de reprendre les cours, l'université était restée bloquée. Quelques cours pouvaient avoir lieu, mais très vite ils étaient perturbés par des groupes d'étudiants grévistes qui venaient avec des sifflets pour inviter leurs camarades en cours à les rejoindre. La grève s'était étendue sur de longs mois si bien que le président de la République a invalidé l'année scolaire et universitaire 1989-1990 en la déclarant « année blanche ».

Parallèlement à la tension à l'université, le contexte politique avait changé avec l'avènement du multipartisme et surtout la création du parti de gauche : le FPI (Front populaire ivoirien) par Laurent Gbagbo. Le fameux « vent de l'est » qui a emporté le mur de Berlin a soufflé sur le pays et malgré les manœuvres de dissuasion orchestrées par le pouvoir, nous sommes rentrés en plein dans le multipartisme. Alors que certains hommes politiques se sont contentés de créer leurs partis politiques, Laurent Gbagbo, l'opposant historique au régime de Houphouët-Boigny rentré quelque temps plus tôt de France où il était en exil depuis plusieurs années, s'est déclaré candidat aux élections présidentielles d'octobre 1990 face à Houphouët-Boigny. Du jamais vu en Côte d'Ivoire. Pour la première fois, un homme politique s'opposait à l'illustre Houphouët-Boigny. Laurent Gbagbo s'était battu pour instaurer le multipartisme, il alimentait les conversations pour son courage, sa persévérance et surtout pour ses idées politiques. Il soutenait la cause des étudiants dans ses discours, car il était pour la création de meilleures conditions d'études pour nous. Le pouvoir politique a vite fait d'établir un lien entre Gbagbo et Martial Ahipeau, entre le FPI et la FESCI. La FESCI serait de ce fait une filière du FPI et les étudiants seraient manipulés par Gbagbo. En occultant ainsi les réels problèmes des pauvres étudiants qui n'avaient aucun rapport avec la politique, le pouvoir avait trouvé un

alibi pour ne pas les résoudre. La politisation de nos revendications par le pouvoir en place a entraîné un enlèvement de la situation et peut-être un rapprochement entre Laurent Gbagbo et les étudiants.

En dehors de Gbagbo, un autre homme venait d'arriver en Côte d'Ivoire en la personne de monsieur Alassane Dramane Ouattara. Contrairement à Gbagbo dont on connaissait un peu l'histoire (depuis toute petite, je savais que Gbagbo était loin du pays à cause de son opposition au vieux Houphouët-Boigny), je ne savais rien sur Alassane. La Côte d'Ivoire traversait une grande crise économique, elle était en difficulté financière comme la plupart des pays voisins. Les institutions financières internationales ont proposé au vieux Houphouët-Boigny de prendre monsieur Ouattara comme chef de gouvernement pour venir à notre secours, redresser l'économie et nous faire prospérer. Nous étions contents et fiers d'avoir cet éminent docteur en économie venu pour nous sauver de la crise. Mes copines et moi trouvions qu'il était un bel homme stylé qui avait de la classe, en somme la combinaison de l'utile et de l'agréable. Il a été nommé premier ministre et c'était inédit puisque ce poste n'a jamais existé avant son arrivée. Il se racontait des histoires diverses sur son pays d'origine, mais moi j'étais plutôt intéressée par les solutions pratiques qu'il allait pouvoir apporter à la crise et les retombées positives dans ma petite vie d'étudiante. Alassane Ouattara

avait supprimé les cours du samedi matin au primaire et au collège, de même que le travail le samedi matin dans l'administration. Il avait stimulé les travailleurs à être à l'heure au travail en instituant les émargements à l'arrivée et au départ, les obligeant de ce fait à travailler pleinement les heures de travail, ce qui a considérablement amélioré la rentabilité et l'efficacité des services publics.

En ce qui concerne les étudiants, monsieur Ouattara a supprimé dès son arrivée les cars qui assuraient gratuitement la liaison entre les cités universitaires des quartiers d'Abidjan et le campus, d'un seul coup sans aucune compensation. Nous devons désormais payer le transport et emprunter les lignes usuelles avec tout ce que cela comportait comme contraintes et désagréments auxquels nous n'avions pas été préparés. D'abord, il fallait faire un budget pour le transport toute l'année, ensuite la période de l'achat de la carte mensuelle était un moment de calvaire, car ce sont des milliers d'étudiants qui se retrouvaient au même moment au même endroit pour acheter leurs cartes de bus. La carte de bus était mise en vente à partir du premier du mois et pas avant et on ne pouvait l'acheter qu'à un seul point de vente. Il était donc courant de passer toute une journée pour acheter sa carte, tant pis pour les cours ratés. Et puis, les cars qui ont été supprimés n'ont pas été utilisés pour renforcer le nombre de bus de la Sotra (Société de transport abidjanais) pour faire